

La nouvelle **Alternative**

n° 29

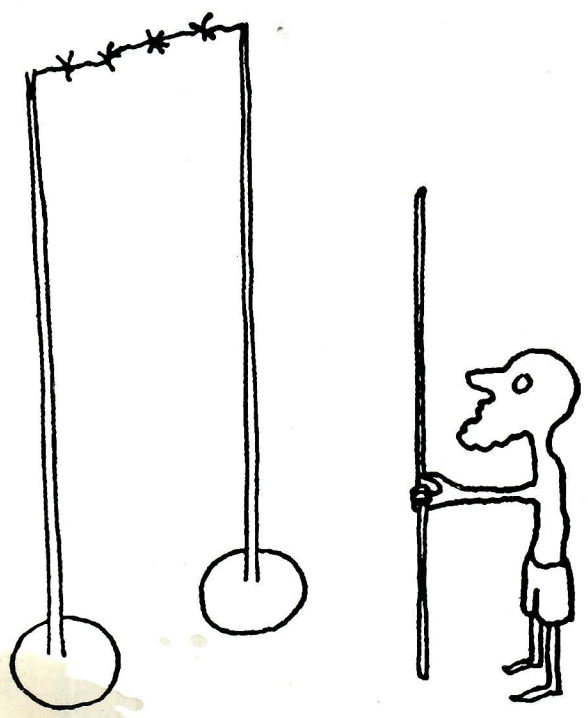
Mars 1993 — 60 F

*revue pour les droits et
les libertés démocratiques
en Europe de l'Est*

Dossier

Ex-Urss : A la recherche du pouvoir perdu

**Fractures et tempêtes au sommet
Économies en mutations
Pouvoir et écologie
Diversités : Russie, Biélorussie,
Asie centrale, Transcaucasie**



Chronique

**La Pologne face au problème
de l'avortement**

**Ouvriers et démocratie
en Roumanie**

Suicides en Bohème

Document

**Le quatrième rapport de
T. Mazowiecki sur l'ex-Yougoslavie**

Tempête sur l'Olympe

Vladimir Orlov *

En exposant la structure du pouvoir en Russie Victor Kolomiets (cf.p. 7) en fait apparaître toutes les inconséquences, sans doute difficiles à absorber par un esprit cartésien. Ici, et à partir de l'exemple du VII^e Congrès des députés, Vladimir Orlov décrit la crise engendrée par ces inconséquences.

Il convient de préciser que le projet de Constitution est en chantier depuis plusieurs années. Il est dit « roumiantsevien », du nom du jeune député russe Oleg Roumiantsev, secrétaire de la commission du Soviet suprême chargée de le rédiger (et dont nous avons publié des textes de l'époque où il était

« informel », puis dirigeant social-démocrate qu'il n'est plus.) Quant au référendum, théoriquement prévu pour le 11 avril prochain, il doit comporter dix questions dont la teneur n'était encore qu'en discussion fin janvier dernier. Il porterait notamment sur la Constitution, non encore promulguée... C'est dans ces conditions que Vladimir Orlov estime l'issue du Congrès plus illustrative que déterminante. « D'ici que votre numéro sorte ça peut encore changer cent fois », nous a-t-il dit.

T. M.

Elsine est le tsar de la Russie. Ce n'est pas une affirmation tellement exagérée, et, en tout état de cause, si on la rejette on n'avance guère dans la tentative de comprendre ce qui se passe actuellement sur l'Olympe politique de la Russie.

Tout comme avant, la politique se fait dans un espace restreint et clos par les murs du Kremlin, par un groupe réduit aux plus proches acolytes du tsar démocratique, sa « douma de boyards ». C'est par sa seule volonté que Eltsine les nomme ou les écarte. En apparence, le pouvoir législatif est en mesure d'influencer les rapports de forces au Kremlin; toutefois, on ne peut citer aucune occasion où Eltsine aurait autorisé quiconque à intervenir réellement dans son Saint des saints.

Que Eltsine ait été élu au suffrage universel ne doit pas induire en erreur. Pas plus que l'existence du contrepoids législatif que sont le Parlement et le Congrès, et ceci en dépit de l'activité fiévreuse déployée au cours des derniers mois par ces deux assemblées et qui a déchaîné la crise politique. Paradoxalement, le terme de « tsar » s'applique plus exactement à Eltsine aujourd'hui qu'à Gorbatchev en son temps qui, pourtant, en 1985 par exemple, semblait disposer d'un indiscutable pouvoir impérial. Question, sans doute, de type de personnalité.

En direct, scènes du Congrès

Une fois admis que la Russie est une « monarchie constitutionnelle », un État autoritaire avec une nette tendance à un superprésidentialisme de type latino-américain, nous pouvons aborder l'examen du Congrès. Cette « grande assemblée » a réuni à Moscou, en décembre 1992, mille quarante députés. On pourra en distinguer l'apparence — hautement conflictuelle — et l'essence, à savoir son retentissement en fin de compte assez faible sur la dérive politique de la Russie.

Le point culminant du Congrès, de tout le mois de décembre, voire de toute l'année écoulée a été atteint

le 14 décembre : il s'agissait d'examiner les candidatures au poste de Premier ministre. En fait, cela c'est transformé en un combat singulier entre l'équipe d'Elsine et le front uni de ses adversaires.

Je me reporte aux notes que j'ai prises ce jour-là, au balcon de la grande salle du Kremlin :

Parmi les dix-huit candidatures proposées par les députés, Eltsine choisit cinq noms, dont trois appartiennent à l'aile réformatrice. Les députés qui, la veille, avaient mis Gaïdar sur le gril pendant une heure renoncent cette fois à prendre connaissance des programmes des candidats. Brouhaha constant dans la salle, les législateurs courent de-ci de-là dans les travées. Le speaker craque et grommelle — mais à portée du micro — « Vous vous en fichez, qu'il soit intelligent ou pas... Mais qu'est-ce que c'est que ces gens, ah ! quelle vie... » A midi, Gaïdar annonce à son équipe qu'il retire sa candidature. Une heure plus tard, il rappelle : non, il a changé d'avis. Puis il arrive au Congrès pour déclarer qu'il se retire. Aux députés qui demandent quoi faire, on répond que Gaïdar reste. Après un premier vote, il reste trois prétendants : Egor Gaïdar donc; Victor Tchernomyrdine, représentant des monopoles du pétrole et du gaz; et enfin Youri Skokov, créature extrêmement influente, et tout aussi glissante, du complexe militaro-industriel. Eltsine se voit accorder quarante minutes de réflexion, dont j'apprends qu'il les a consacrées au seul Gaïdar. Il ne lui a pas proposé le poste de Premier ministre, alors qu'à midi encore il l'assurait de son soutien inconditionnel. « Vaut-il mieux Tchernomyrdine ou Skokov ? » lui a-t-il demandé. « Si c'est ainsi que vous posez la question, a répondu Gaïdar, il vaut encore mieux Tchernomyrdine. » Et d'ajouter : « Vous êtes le président, c'est à vous de prendre la décision. Ce n'est pas moi qui démissionne. »

Depuis l'automne dernier Gaïdar était préparé à la destitution. Pour lui, ce n'est pas une tragédie. Dès le lendemain, il s'est rendu à l'Institut d'économie de la période transitoire qu'il préside et où l'attendent ses compagnons, des recherches intéressantes, de fréquents voyages à l'étranger et un salaire digne. Il n'a plus la nostalgie de la Vieille Place gouvernementale. Mais le

* Journaliste âgé de 24 ans, analyste politique aux *Nouvelles de Moscou*.

jour même, le coup fut dur, trop inattendu. Aucun des analystes ne le prévoyait non plus : « Gaïdar, c'est le symbole et le moteur des réformes. Un autre gouvernement ferait-il un meilleur travail ? Mais non ! Si Gaïdar devait céder devant les attaques et partir, quel reflux ce serait, quel coup pour les réformes ! » Ce sont là des paroles récentes du président.

On peut discuter de ce départ : est-il la conséquence des impardonnables erreurs d'Eltsine ou la suite logique des événements de l'année écoulée ? Je pourrais argumenter en faveur de l'une comme de l'autre de ces deux versions, en m'aidant au maximum de la dernière mode moscovite qui est de dire du mal d'Eltsine... Mais c'est déjà de l'histoire et, maintenant, la question est la suivante : comment l'issue du Congrès retentira-t-elle sur la politique intérieure en 1993 ?

Déjà le changement d'humeur est visible dans l'entourage de ceux des ministres réformateurs qui ont pour l'instant conservé leur fauteuil. Cela va de l'énergie combative et un rythme de travail frénétique au sentiment résigné d'être assis sur ses valises.

Crise ouverte et non refermée

Loin de résoudre la crise politique, Eltsine n'a fait qu'en reculer l'exacerbation à la période d'après Noël. Une fois décapité, le gouvernement modèle 1992 est destiné à disparaître peu à peu.

La véritable source de la crise latente, c'est qu'en perdant Gaïdar, Eltsine a détruit de ses propres mains l'équilibre des forces au sein du pouvoir exécutif, équilibre pourtant édifié avec subtilité et habileté au cours des dix-huit derniers mois. Et si, toutes réserves faites, le conflit entre législatif et exécutif est malgré tout le signe d'existence d'un système démocratique,



Dessin d'Alexei Merinov (*Nezavissimaïa Gazeta*).

l'« unité » d'aujourd'hui, et la lutte entre extrêmes au sein de l'exécutif dégagent, quant à elles, un parfum de féodalisme.

Avec la nomination automatique de Tchernomyrdine comme membre permanent du Conseil de sécurité se rompt le premier cercle des défenseurs potentiels du président. Il est permis d'apprécier diversement l'activité de Guennadi Bourboulis au poste de principal conseiller d'Eltsine ; néanmoins son départ rompt aussi le deuxième cercle, celui des conseillers officiels et officieux du président.

Tchernomyrdine est arrivé très décidé dans le bureau de Gaïdar, certes pas en modeste apprenti, mais bien en joueur de pointe. Mal préparé, peut-être. Pas assez indépendant, voire même lobbyiste. Mais en aucun cas équipier d'Eltsine. Comme un Fortinbras venant mettre de l'ordre sur un champ de bataille parsemé de cadavres politiques. Un faux Fortinbras, bien sûr. Et le drame non plus n'est pas achevé, encore qu'avec le départ de Gaïdar l'équipe restée en scène soit psychologiquement défaite.

Eltsine tentera sans doute de combler les rangs dépeuplés de ses plus proches qu'il a étouffés dans ses bras. Mais voilà : il n'y a pas d'équipe de rechange. Quant à trouver des volontaires prêts à plonger tête la première dans le tourbillon, c'est difficile, si ce n'est l'ambitieux (dans le bon sens) Sergueï Chakhraï⁽¹⁾. Le président, ayant une fois déjà fait fausse route, sera donc confronté à un sérieux déficit en idées et en personnalités nouvelles. Et aussi, très rapidement, à un blocage croissant.

Alors, comment sortir de ce blocage, ou, plus exactement, comment l'éviter ? La seule voie juste est l'adoption d'une nouvelle Constitution qui institue une véritable séparation des pouvoirs. Mais seul le Congrès peut adopter la loi fondamentale, alors qu'il est, lui, partisan d'une république parlementaire. Nous ne cherchons pas ici à savoir quelle serait la meilleure solution pour la Russie actuelle : république parlementaire ou présidentielle, ou encore le modèle français. Mais nous noterons que la Constitution présentement en vigueur nous fait vivre dans une « république du Congrès » qui n'est ni parlementaire ni présidentielle. En effet, de par son article 13, la Constitution confère au Congrès le droit de décider de tout, y compris l'abrogation du poste présidentiel ! Cependant, signalons aussi que le concept de république parlementaire est incompatible avec l'ambition du président actuel. Et là le pronostic est des plus pessimistes : n'importe quoi peut se passer, jusqu'à des effusions de sang.

Au moindre écart par rapport à la loi, commis, soit par le législatif soit par l'exécutif, entre en jeu la Cour constitutionnelle. Il y a un an déjà que s'indignait le président de celle-ci, Valéri Zorkine : comment être indulgent quand on entend sans cesse répéter le dicton russe comme quoi : « la loi c'est une passoire, aussi pleine de trous ! » La Cour dispose des pleins pouvoirs, y compris l'*impeachment*, pour interdire au président de tomber dans l'abîme de l'arbitraire.

1. Juriste né en 1956, député, écarté au printemps de 1992 du poste de Vice-premier ministre et rétabli en cette même qualité dans le gouvernement Tchernomyrdine. Chargé aussi, comme précédemment, de régler le conflit entre Ossètes du nord et Ingouches.

Le projet officiel de nouvelle Constitution pourrait constituer pour Eltsine un atout dans sa vendetta après l'affront subi en décembre : en effet ce projet élargit les pouvoirs présidentiels. Ainsi, le président dispose d'un délai de deux semaines pour opposer son veto à une loi, en quel cas seul un vote aux deux tiers des voix dans chacune des deux chambres peut surmonter ce veto. Et aussi, la marge de manoeuvre permettant la révocation du président se rétrécit.

Cependant, ce même projet comporte trop de compromis, et qui ne sont pas de nature à concilier toutes les parties. Il met les législateurs à l'abri d'un « licenciement dans les formes » : le référendum de Russie n'est pas compétent pour la suppression des pleins pouvoirs des institutions et de leurs mandatés. La dissolution du Parlement par le président n'est pas prévue. Des mesures plus strictes encore restreignent le droit de ce dernier à former un gouvernement. Sans l'accord du Parlement il ne peut désigner ni son Premier ministre, ni le Vice-premier ministre, ni les ministres de l'Économie, des Finances, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Défense, de la Sécurité.

Donc, si le projet de Constitution est certes un atout, ce n'est pas pour autant un as, tout au plus un valet. Il en est de même pour le référendum prévu pour le 11 avril prochain. L'entourage d'Eltsine se trompe quand il s'attend, en cette occasion, à un grand enthousiasme et un soutien massif au président. Ce qui paraît bien plus probable, c'est que le peuple fasse preuve d'une

considérable apathie. Mais c'est autour du référendum que peuvent s'enflammer les passions politiques, déstabilisant une fois de plus le navire. Alors qu'il conviendrait de rechercher des compromis à titre de tranquillisants. Et que dire alors de l'idée d'élections anticipées, que ce soit du président ou du Parlement ! En 1994, à la rigueur, passe encore. Mais évoquer des élections maintenant, alors que le pays s'enfonce dans le chaos économique et que les gens sont à peu près uniquement préoccupés de s'ajuster au marché, il n'y a vraiment que des politiciens qui en soient capables ; ceux qui, derrière les murs du Kremlin, ne voient rien de ce qui se passe.

L'idée d'une Assemblée constituante qui sanctionnerait la nouvelle loi fondamentale est indiscutablement séduisante. Elle bénéficie dès à présent du soutien de la majorité des forces politiques en Russie. Temporaire et provisoire, elle pourrait certes s'avérer efficace dans le domaine du droit comme dans celui de la politique. Mais, si elle devait être élue au suffrage universel, cela nous ramène au problème que nous exposons au paragraphe précédent. En revanche, tout autre mode d'élection serait suspect du point de vue des valeurs démocratiques.

La nouvelle nomenclatura devra partager son pouvoir

Il faut dire que ce ne sont certes pas les valeurs démocratiques qui déterminent de nos jours l'humeur de la Russie. Le récent enthousiasme, tant commenté en Occident, a fait place à un faisceau de deux concepts : stabilité et autoritarisme. L'idée d'intérêt a remplacé celle de valeur.

Ce qui permet de supposer que l'année qui s'annonce sera celle des conflits internes. Ils risquent d'apparaître au niveau de la recherche de compromis par les élites plutôt qu'à celui du Parlement ou du Congrès. Dans l'hypothèse où les élites, par le truchement de leurs lobbyistes, parviendraient à la compréhension mutuelle de leurs intérêts respectifs, le pouvoir réel continuera, comme avant, d'appartenir au président, à son entourage officiel et officieux, et au Conseil de sécurité. D'où la conclusion selon laquelle l'issue du dernier Congrès est moins significative qu'il n'y paraît à première vue.

On imagine difficilement le dénouement du conflit apparent entre les pouvoirs législatif et exécutif. Une issue dans le cadre du droit paraît d'une faible probabilité. De plus, la collaboration des élites revêt cette année une difficulté accrue. La nouvelle nomenclatura, à laquelle l'échec du putsch a soudainement libéré l'accès aux postes essentiels, n'a pas eu le temps de se former vraiment et mûrit chemin faisant. Processus peu appétissant, comme celui de tout plat livré précuit, plus particulièrement dans son outrance à profiter pleinement des symboles du pouvoir. Cette nouvelle nomenclatura comprendra-t-elle en temps voulu que ce pouvoir, tout juste acquis, il faudra le partager ? Et avec qui ? C'est de la réponse à cette question que dépend pour beaucoup la physionomie politique de l'année qui vient.

**Moscou, le 20 janvier 1993
Traduit du russe par T. M.**

ESPRIT

Mars-Avril 1993

Métamorphoses du racisme et de l'antisémitisme

Y.H. Yerushalmi et P.-A. Taguieff

*De la Bosnie au Kosovo :
cruauté et terreur en ex-Yougoslavie*

*Les médias contre la démocratie ?
Jean-Claude Guillebaud*

*L'écrivain et la critique
à l'heure de la communication*

*Louis-Ferdinand Céline
Daniel Lindenberg*

*Histoire et mémoire :
vers une nouvelle relation au temps*

*Sollers, l'écrivain d'exception ! Manifeste d'un
catholique français. Intégration et exclusion.*

Le numéro : 78,00 FF

Abonnement 1 an (10 numéros) : 530 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33